Le Conseil,

Vu le rapport du 13 janvier 1997, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Au cours des deux derniers exercices, la Communauté urbaine a fait procéder à la réalisation de travaux de terrassements généraux, de viabilité provisoire et d'assainissement sur le tronçon sud de l'avenue de Gadagne à Saint Genis Laval.

La décision de prolonger l'avenue de Gadagne sur une longueur totale de 1,8 kilomètre répond à deux objectifs principaux : d'une part, délester le centre de Saint Genis Laval du trafic de transit et, d'autre part, assurer la desserte du nouveau lycée dont l'ouverture est prévue en septembre prochain.

Cette opération a fait l'objet, après enquête publique, d'une déclaration d'utilité publique prononcée par monsieur le préfet du Rhône le 15 juin 1995.

Il convient, aujourd'hui, de lancer les travaux de construction de l'avenue de Gadagne, entre l'avenue Foch (RD 486) et l'avenue Edouard Millaud, sur une longueur de 900 mètres.

Plus précisément, ces travaux consistent à réaliser :

- l'aménagement du carrefour de l'avenue Foch (RD 486),
- la construction d'une chaussée à trois voies, de l'avenue Foch au chemin des Oliviers,
- la construction d'une chaussée à deux voies (de 6,50 mètres de large), du chemin des Oliviers à l'avenue Edouard Millaud,
- l'aménagement d'un giratoire au droit de l'accès du lycée,
- l'aménagement, côté lycée, d'une promenade de 4,50 mètres de large plantée d'érables planes (variété de montagne) sur laquelle s'effectueraient les circulations cyclistes.

La direction de ces travaux serait assurée par les services de la direction départementale de l'équipement (DDE) dans le cadre d'une convention de maîtrise d'oeuvre.

Le rapport qui vous est soumis a pour objet de vous proposer le dossier correspondant à ces travaux qui comprend, le projet de convention à conclure avec la direction départementale de l'équipement, un détail estimatif d'un montant de 11 700 000 F et un dossier de consultation des entrepreneurs qui, dans le cadre d'un marché unique, comprendrait quatre lots :

- lot n° 1 : travaux de terrassements généraux,
- lot n° 2 : travaux de construction de chaussée,
- lot n° 3 : travaux d'assainissement pluvial,
- lot n° 4 : travaux de plantations.

Deux lots supplémentaires pourraient être traités sur les marchés annuels :

- lot n° 5 : signalisation lumineuse,
- lot n° 6 : coordination sécurité.

Je vous précise que cette réalisation est prévue en trois tranches :

- une tranche ferme, de l'avenue Foch au giratoire inclus, pour l'ouverture du lycée,
- deux tranches conditionnelles jusqu'à l'avenue Edouard Millaud dépendantes de l'avancement des travaux de construction du lycée et des acquisitions foncières.

Monsieur le vice-président chargé des marchés publics a donné son accord sur la procédure énoncée ci-dessous le 23 décembre 1996 ;

B - Propose de l'autoriser à signer la convention de maîtrise d'oeuvre avec la direction départementale de l'équipement, d'accepter les présents détail estimatif et dossier de consultation des entrepreneurs et de l'autoriser, d'une part, à les rendre définitifs, d'autre part, à accepter les offres retenues pour valoir actes d'engagement et à signer le marché ainsi que tous les actes contractuels s'y référant dans la limite du crédit budgétaire affecté à l'opération, enfin de fixer le mode d'exécution des travaux, des prestations et l'imputation de la dépense ;

C - Précise que les offres seront examinées et jugées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 ;

Vu le présent dossier ;

Vu la déclaration d'utilité publique prononcée par monsieur le préfet du Rhône en date du 15 juin 1995 ;

Vu les articles 295 et 298 du code des marchés publics ;

Vu la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 ;

Oùï l'avis de ses commissions déplacements et voirie et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Autorise monsieur le président à :

a) - signer la convention de maîtrise d'oeuvre avec la direction départementale de l'équipement,

b) - accepter les offres retenues pour valoir actes d'engagement et à signer le marché ainsi que tous les actes contractuels s'y référant dans la limite du crédit budgétaire affecté à l'opération.

2° - Accepte les présents détail estimatif et dossier de consultation des entrepreneurs, lesquels seront rendus définitifs.

3° - Décide que :

a) - les travaux de terrassements généraux, de construction de chaussée, d'assainissement et de plantations seront traités par voie d'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles 295 à 298 du livre III du code des marchés publics,

b) - les travaux de signalisation lumineuse et les prestations relatives aux missions de coordination sécurité seront réglés sur les marchés annuels traités par voie d'appel d'offres et conclus à cet effet par les directions de la voirie et des ressources humaines,

c) - les offres seront examinées et jugées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995.

4° - La dépense totale de 11 700 000 F TTC, à engager pour cette opération, sera prélevée sur les crédits de 10 000 000 F inscrits au budget principal de la Communauté urbaine (direction de la voirie) -exercice 1997 - comptes 211-260, 231-510, 231-520 et 212-000 - opération 0027 et sur des crédits à inscrire au budget de l'exercice 1998.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,